



MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Phase candidature

Consultation n° 25M0081

Acheteur Public (État)

Ministère des Armées
Case n°51 – AP205
1, place Joffre
75700 PARIS SP 07

Numéro intracommunautaire : FR 09 153 000 039

Service exécutant : D1305HA075

SIRET : 110 002 011 00044

Objet de la consultation

« Mission d'assistance juridique »

Marché passé en appel d'offres restreint en application des articles R.2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique

Marché de défense ou de sécurité à procédure adaptée passé en application des dispositions de l'article R. 2323-2 du code de la commande publique

Marché avec accès à des d'informations et supports classifiés soumis aux dispositions de l'IGI 1300/SGDSN/PSE/PSD du 09 août 2021 sur la protection du secret de la défense nationale.

Date et heure de remise des candidatures : 6 juillet 2026 à douze heures (06/07/2026 à 12H00)

SOMMAIRE

Table des matières

Article 0 - Glossaire	3
Article 1 - Acheteur public	3
Article 2 - Objet de la consultation	3
Article 3 - Conditions de la consultation.....	3
Article 4 - Procédure de passation	5
Article 5 - Groupement.....	6
Article 6 - Sous-traitant.....	6
Article 7 - Langue utilisée	7
Article 8 - Cautions et garanties exigées	7
Article 9 - Dossier de candidature	7
Article 10 - Contenu du dossier de candidature (DC)	8
Article 11 - Date limite de remise des candidatures	8
Article 12 - Pièces à produire pour la candidature	8
Article 13 - Examen des candidatures.....	11
Article 14 - Invitation à soumissionner	12
Article 15 - Personnes à contacter	13
Article 16 - Procédures de recours	13

Article 0 – Glossaire

IGI 1300	Arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l’instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale
IM 900	Instruction interministérielle n° 900/ARM/CAB du 27 août 2025
ISC	Informations et supports classifiés
ISP	Informations et supports protégés

Article 1 - Acheteur public

Le présent marché est passé au nom et pour le compte de l’État, ministère des armées et des anciens combattants, pouvoir adjudicateur.

L’acheteur public est représenté par Monsieur le directeur général ou son représentant, ministère des Armées – Case n° 51 – AP 205 – 1, Place Joffre – 75700 PARIS SP 07.

Article 2 - Objet de la consultation

Le marché a pour objet la réalisation de prestations d’assistance juridique.

Le marché est un marché de Prestations intellectuelles

Code CPV de la consultation :

- 79100000-5 : services de conseil juridique

Eu égard à l’objet de la consultation, seuls les professionnels soumis à la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 et du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 peuvent candidater.

Article 3 - Conditions de la consultation

3.1- Allotissement

Le marché est composé de deux lots, qui donneront lieu, pour chacun, à la conclusion d’un accord-cadre mono-attributaire.

- **Lot 1** : mission de conseil et d’assistance juridique en droit de la commande publique : le prestataire assurera, produira toute analyse, note, étude sur les problématiques de la commande publique et questions connexes. Il pourra assister le pouvoir adjudicateur pour prévenir tout contentieux en cas de réclamation, sans aucune mission de représentation (mission assurée par la DAJ Minarm) ;

- **Lot 2** : mission de conseil et d'assistance juridique en matière de droit opérationnel public : droit de l'environnement (installations classées, loi sur l'eau notamment, sites en zone protégée), aménagement, droit de l'urbanisme, droit des sols, droit domanial, expropriation, etc. Le prestataire accompagnera le pouvoir adjudicateur dans la mise en œuvre des procédures et produira toutes notes permettant la mise en œuvre des procédures en urbanisme et en droit de l'environnement en général, y compris la prévention des contentieux, sans aucune mission de représentation (mission assurée par la DAJ Minarm) ;

3.2- Forme et étendue de l'accord-cadre

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande, mono-attributaires sans montant minimum avec un montant maximum, sur la durée totale du marché reconductions éventuelles comprises, passés en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 à 14 et R.2124-2 2° du Code de la commande publique :

N° du lot	Désignation du lot	Montant maximal sur la durée totale toutes reconductions confondues en € HT	Montant estimatif annuel en € HT (montant non contractuel)
1	conseil et assistance juridique en droit de la commande publique	700 000,00	30 000 à 150 000
2	conseil et assistance juridique en matière de droit opérationnel public	500 000,00	50 000 à 100 000

Chaque soumissionnaire peut postuler sur chacun des lots et sera éventuellement retenu sur un ou plusieurs lots.

3.3- Durée de l'accord-cadre

Chacun des lots est conclu pour une durée initiale de 24 mois à compter de sa date de notification, renouvelable par tacite reconduction, pour 12 mois, 5 fois, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 84 mois (s'agissant d'un MDS, leur durée peut excéder 4 ans).

Les titulaires des marchés ne peuvent refuser leur reconduction.

La décision de non-reconduction sera notifiée au titulaire un (1) mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

La non reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

3.4- Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.5- Considérations sociales

Il n'est pas prévu de clause sociale au titre du présent accord-cadre

3.6- Clause environnementale

Le Minarm, soucieux de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, prestataires, consommation d'énergie) dans le cadre du présent marché.

3.7- Modalités essentielles de financement et de paiement

Le financement est assuré par des ressources budgétaires de l'État. Le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours. Ce délai démarre à compter de la réception de la demande de paiement.

Le marché conclu à l'issue de la consultation est un marché à prix ferme révisable annuellement.

Le mode de règlement du marché sera effectué par mandat administratif suivi d'un virement bancaire.

Les autres modalités financières et de règlement figurent dans les documents contractuels des marchés.

3.8- Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense nationale

Cette consultation est soumise aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la protection du secret de la défense nationale. À ce sujet, le texte de référence est l'IGI 1300.

Les candidats sont informés que l'accès à des Informations et supports classifiés (ISC) de niveau Secret ou Très Secret au sens de l'IGI 1300 est nécessaire dans l'exécution du contrat issu de cette consultation. C'est pourquoi les personnes morales et les personnes physiques doivent être habilitées pour l'exécution de prestations classifiées.

De ce fait, et en vertu de la réglementation, l'acheteur public décide que la consultation aboutira à la notification d'un contrat « classifié ».

Article 4 - Procédure de passation

4.1- Mode de consultation

La présente consultation est passée dans le cadre d'un appel d'offres restreint.

4.2- Etapes de la consultation

La consultation se déroulera en 2 phases :

1. La présente phase (candidature) définie dans le règlement de consultation (RC) qui constitue le dossier de candidature (DC) avec les étapes suivantes :

- Remise des dossiers de candidatures ;
- Analyse des candidatures ;
- Classement et sélection des candidatures.

2. Une phase ultérieure (offre) qui sera régie par un nouveau RC qui sera fourni avec le reste du dossier de consultation des entreprises (DCE) aux seuls candidats admis à soumissionner.

Article 5 - Groupement

5.1- Appréciation des capacités d'un groupement

En cas de candidature groupée, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Néanmoins, chaque membre du groupement d'entreprise doit fournir les renseignements ou les documents demandés au titre des conditions de participation par l'acheteur public.

5.2- Présentation d'une offre groupée

La forme du groupement est libre au stade de la présentation des candidatures.

L'acheteur public interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de :

- candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements pour le même lot ;
- membres de plusieurs groupements pour le même lot.

Les candidats qui se trouveraient dans un ou plusieurs de ces cas seraient éliminés ainsi que le ou les groupements dont ils feraient partie.

En cas de groupement d'entreprises, la forme souhaitée par l'acheteur public est un groupement conjoint avec désignation d'un mandataire solidaire.

Celui-ci représentera l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur public et coordonnera les prestations. Le mandataire du groupement est désigné dans l'acte d'engagement.

Si le groupement attributaire du contrat est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'acheteur public tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Article 6 - Sous-traitant

6.1- Appréciation des capacités d'un sous-traitant

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature ou son offre, le candidat produit les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. En outre, pour

justifier qu'il dispose des capacités de ces opérateurs économiques pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.2- Présentation d'une offre avec un sous-traitant

Les candidats qui soumissionnent pour le futur marché sans pouvoir assurer directement toutes les prestations correspondantes devront présenter à l'acheteur public leurs sous-traitants lors de la remise de l'offre.

En cas de recours à la sous-traitance, les opérateurs économiques devront joindre la déclaration exigée à l'article R.2193-1 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant exécutant une prestation en lieu et place du titulaire d'un montant supérieur à 600,00 € TTC, le candidat devra joindre :

1. Le projet d'acte spécial de sous-traitance (DC4), signé électroniquement.
2. Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant comme précisé à l'article 0 du RC.

Article 7 - Langue utilisée

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française. Néanmoins, si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Cette traduction concerne l'ensemble des documents remis dans la candidature et l'offre.

Article 8 - Cautions et garanties exigées

Aucune caution ou retenue de garantie ne sera appliquée

Article 9 - Dossier de candidature

9.1- Acceptation du dossier de candidature (DC)

La participation à la procédure vaut acceptation sans restriction des dispositions inscrites dans les documents transmis.

Les documents transmis par l'administration s'imposent aux candidats et n'ont pas à être modifiés ou complétés.

Les candidats doivent, sous peine d'irrégularité, présenter une candidature conforme aux dispositions du DC.

9.2- Accès au dossier de candidature (DC)

Le DC pour la phase candidature, peut être consulté et téléchargé sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence **25M0081**.

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Le lieu des échanges est appelé PLACE. Les candidats ont la possibilité de retirer directement le DC dans sa totalité, de poser des questions sur le DC, de répondre par voie électronique, d'être tenus informés des rejets, de télécharger les demandes de précision, les mises au point et d'y répondre.

Des manuels d'aide sont disponibles sur ce site.

IMPORTANT

Il est fortement recommandé aux candidats de s'identifier préalablement sur PLACE – www.marches-publics.gouv.fr avant de télécharger le Dossier de candidature, afin d'être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation et des réponses apportées par l'administration aux questions posées par d'autres candidats.

Les candidats qui ne sont pas identifiés ne pourront être alertés.

Le DCE pour la phase Offre ne sera transmis qu'aux seules entreprises retenues lors de la phase de candidature.

Article 10 - Contenu du dossier de candidature (DC)

Le DC comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation de la phase candidature (23M0081 - RC) et son annexe :
 - o Annexe n° 1 : « Dématérialisation des procédures » ;

Article 11 - Date limite de remise des candidatures

La date limite de remise des candidatures est mentionnée en page de garde du présent document.

Article 12 - Pièces à produire pour la candidature

Chaque candidat, individuel ou membre d'un groupement, devra fournir les informations/éléments qui suivent.

- Une lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- La déclaration du candidat individuel ou du membre de groupement ;
- Le mémoire de candidature, répondant à la demande de l'article 12.3 du RC ;
- Le dossier d'enquête de sécurité (cf article 12.4).

Aucun autre élément ne sera pris en compte dans le cadre de l'analyse des candidatures.

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE ;
- Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2.

12.1- Candidature hors DUME

1. Le formulaire référencé DC1 « lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses cotraitants » (https://www2.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/impri_mes_dc/DC1-2019.doc) complété dans son intégralité ou une lettre de candidature reprenant l'ensemble des mentions figurant au titre du DC1 à laquelle le candidat aura soin de joindre une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2142-1 à L.2142-5 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
2. La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire. Les entreprises devront justifier de leur habilitation à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du contrat.
3. Le formulaire référencé DC2 « déclaration du candidat individuel ou du membre de groupement » (https://www2.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/impri_mes_dc/DC2-2019.doc) permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (ou forme libre) ; les autres documents exigibles à l'appui de la candidature au regard de l'arrêté du 22 mars 2019 sont listés ci-dessous de manière exhaustive :
 - a) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du contrat, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des documents fixés par l'arrêté du 22 mars 2019, il peut prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur public.

- b) Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

NOTA :

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En outre, les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent, dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

12.2- Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Le service DUME est mis à disposition :

- Sur le profil d'acheteur, PLACE ;
- A l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET.

NOTA :

En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

12.3- Mémoire de candidature

Le mémoire de candidature sera composé des éléments suivants :

1. Moyens financiers :

Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé par le candidat au cours des 3 derniers exercices disponibles et sa répartition :

- a) Répartition en pourcentage clientèle entreprises privées/ collectivités publiques
- b) Répartition en pourcentage de l'activité de conseil / contentieux
- c) Part en pourcentage du chiffre d'affaires du domaine visé dans le lot 1 et/ou lot 2 pour lequel (ou lesquels) le candidat soumissionne.

2. Moyens humains :

- a) Distinction associés, collaborateurs seniors, juniors, juristes, assistants juridiques ;
- b) Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du cabinet désigné qui aura en charge la gestion du marché et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années.
- c) Présentation de l'équipe dédiée au présent marché avec l'identité et CV du/des associé(s) en charge du marché et des collaborateurs seniors et/ou juniors dédiés.

3. Références :

Une liste des principales réalisations aux cours des 3 dernières années, pour le ou les lots au(x)quel(s) le candidat soumissionne, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les candidats pourront présenter une attestation de bonne exécution des missions pour les références les plus importantes.

Le candidat devra, à travers les références demandées, démontrer ses compétences pour des missions d'assistance de même nature que celles du ou des lots pour le(s)quel(s) il soumissionne.

12.4- Éléments à produire en vue d'une enquête de sécurité

Pour la constitution du dossier d'enquête, les documents suivants doivent être produits dès le stade de la candidature :

Pour les candidats exerçants sous forme sociétale :

- Un extrait Kbis de moins de trois mois,
- Une photocopie de la pièce d'identité en cours de validité du dirigeant déclaré au Kbis ou sur le SIRENE,
- Les photocopies des pièces d'identité des autres personnes inscrites au Kbis.

Pour les candidats exerçant sous d'autres formes de structures de cabinet :

- Avis de situation au répertoire SIRENE
- Pièce d'identité de l'avocat exerçant à titre individuel

12.5- Modalités de remises des candidatures

Les candidats doivent impérativement choisir une transmission électronique : voie dématérialisée (dans les conditions précisées dans **l'annexe n° 1**).

L'envoi et la remise des plis complets dans les délais requis est de la responsabilité du candidat.

Article 13 - Examen des candidatures

13.1- Sélection des candidatures

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites qui ont été annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et indiquées en page de garde du RC.

Si l'acheteur public constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique.

Au vu des renseignements fournis au titre de la candidature, l'acheteur public élimine les candidatures, qui ne peuvent être admises (dossier incomplet, garanties humaines, techniques et financières insuffisantes).

13.2- Niveau minimal de capacité liée au chiffre d'affaires

Pour candidater, il est exigé un chiffre d'affaires moyen minimal, sur les 3 derniers exercices disponibles, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, de 150 000,00 € HT pour le lot 1 et 107 250 € HT pour le lot 2.

Si le candidat ne satisfait pas à cette exigence minimale, sa candidature ne sera pas analysée.

13.3- Critères de jugements des candidatures

Les candidatures sont appréciées sur la base du mémoire de candidature remis par le candidat au vu de l'objet du marché. Le contenu attendu dans le mémoire est détaillé dans l'article 12.3 du présent document.

Pour sélectionner les candidatures, il sera tenu compte des critères d'appréciation des candidatures déclinés ci-après :

CRITERES	Pondération
A – Spécialisation (part d’activité) du cabinet candidat dans le domaine du lot considéré	30%
B- La composition de l’équipe dédiée à l’exécution des prestations - compétences et complémentarité des profils, expérience, spécialisation sanctionnée par une certification, diplôme, etc.)	40%
C - Références du cabinet candidat dans le domaine du lot considéré	30%

La notation finale est obtenue par l’addition des notes obtenues pour les différents critères. Les critères A, B et C sont notés chacun sur 100 points.

Les notes sont additionnées en tenant compte de la pondération. La candidature ayant obtenu le plus de points est la candidature qui sera classée première.

La présence d’une note à 0 sur l’un des critères ou sous critères ne constitue pas une note éliminatoire.

Les arrondis se font à deux décimales.

Les calculs intermédiaires et finaux du prix Pr seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d’une unité (arrondi par excès).

La méthode de notation pour la note globale de chacun des candidats est la suivante :

$$\text{Note globale} = \text{CA} \times 30\% + \text{CB} \times 40\% + \text{CC} \times 30\%$$

13.4- Limitation du nombre de candidats invités à soumissionner

Les trois premiers candidats en tête du classement pour chacun des deux lots seront les candidats invités à soumissionner.

Article 14 - Invitation à soumissionner

A l’issue de l’analyse des candidatures et de leur classement, une lettre d’invitation à soumissionner et le dossier de consultation des entreprises (DCE) seront adressés aux opérateurs économiques dont la candidature aura été retenue.

Un courrier de rejet de candidature sera adressé aux opérateurs économiques dont la candidature n’aura pas été retenue.

Article 15 - Personnes à contacter

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des candidatures, une demande à l'adresse suivante « www.marches-publics.gouv.fr » (adresse de la « PLACE »), sous la référence **25M0081**.

Une réponse sera alors adressée, en temps utile, à toutes les entreprises sur la PLACE.

Article 16 - Procédures de recours

16.1- Précisions concernant les voies et délais des recours :

- Référé précontractuel (articles L. 551-1 à L. 551-4, L. 551-10 à L. 551-12, et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) ;
- Référé contractuel (articles L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) ;
- Recours de pleine juridiction en contestation de validité du contrat par tout candidat évincé assorti, le cas échéant, de conclusions indemnitaires ;
- Recours indemnitaire (article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative).

16.2- Renseignements relatifs à l'introduction des recours :

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04, ses coordonnées sont les suivantes :

- téléphone : 01.44.59.44.00
- courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
- télécopieur : 01.44.59.46.46
- adresse Internet : <http://www.justice.gouv.fr>
- www.telerecours.fr